

A selection of press reports on *Heritage at Risk 2000*

B 10

LE DEVOIR, LE MERCREDI 22 NOVEMBRE 2000

LE DEVOIR

CULTURE

ENSEMBLE CONTEMPORAIN
DE MONTRÉAL

29 novembre 2000, 20h

GENERATION 2000

[514] 524-0173 Salle Gabriel-Cusson
100, Notre-Dame Est

PATRIMOINE

Merveilles en péril

Le Conseil international des monuments et sites publie un premier rapport mondial sur le patrimoine en péril

STÉPHANE
BAILLARGEON
LE DEVOIR

Comme la Vieille Ville de Québec, Pompéi figure sur la liste du Patrimoine mondial. La ville romaine détruite par l'éruption du Vésuve en 79 est fouillée depuis près de 250 ans. Chaque année, des masses et des masses de touristes visitent le site et injectent au passage des dizaines de millions de dollars dans l'économie italienne. Pourtant, Pompéi est en piteux état, pour ainsi dire détruit une seconde fois. Les fameuses fresques des résidences cossues se délabrent à vue d'œil parce qu'elles ont été mal restaurées. Le sel et l'humidité endommagent les structures anciennes, elles-mêmes ravagées par des ajouts de béton armé. La végétation s'infiltré sur le site mal entretenu.

En Afghanistan, c'est encore plus simple: il ne reste plus rien, ou presque. Deux décennies de guerre ont laissé le patrimoine de ce pays exsangue. Des joyaux mondiaux ont été laissés à l'abandon, d'autres carrément et volontairement endommagés ou détruits. Par exemple, les gigantesques statues de bouddhas de Bamiyan, da-

tant des VII^e et VIII^e siècles, vandalisées à la grenade. Ou le musée de Kaboul, frappé par une roquette en 1993, puis pillé. A Washington, le patrimoine bâti disparaît sournoisement derrière le «sécadisme», cette technique, bien connue à Montréal, consistant à ne conserver d'un immeuble ancien que sa façade.

Ces tristes exemples figurent dans le premier *Rapport mondial sur les monuments et sites en péril* publié par le Conseil international des monuments et sites (ICOMOS), un organe consultatif de l'UNESCO, la branche culturelle et scientifique de l'ONU. L'organisme compte quelque 6000 membres regroupés en 107 comités nationaux et 21 comités scientifiques internationaux.

Le rapport canadien propose cinq études de cas, dont le patrimoine religieux du Québec et le mont Royal

Le document diffusé sur Internet (www.icomos.org) a été préparé par une petite équipe, le président de l'ICOMOS, l'Allemand Michael Petzel, l'Australien Sheridan Burke et Dinu Bumbaru, pivot du groupe de pression Héritage Montréal. «A Paris, au siège social de l'ICOMOS, nous recevons presque chaque jour des appels à l'aide et des rapports sur des monuments détruits ou menacés», explique le président Petzel. D'où



Dino Bumbaru et Michael Petzel ont participé à l'élaboration du document.

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

l'idée de ce rapport mondial, qui veut un peu devenir l'équivalent patrimonial du rapport annuel d'Amnesty International.

L'équipe a lancé un appel à tous les comités nationaux en mars,

avec la consigne expresse d'illustrer l'état de la situation à l'aide de cas concrets. En juillet, à Munich, l'ICOMOS a commencé à synthétiser les études nationales. Les répondants ont préféré des

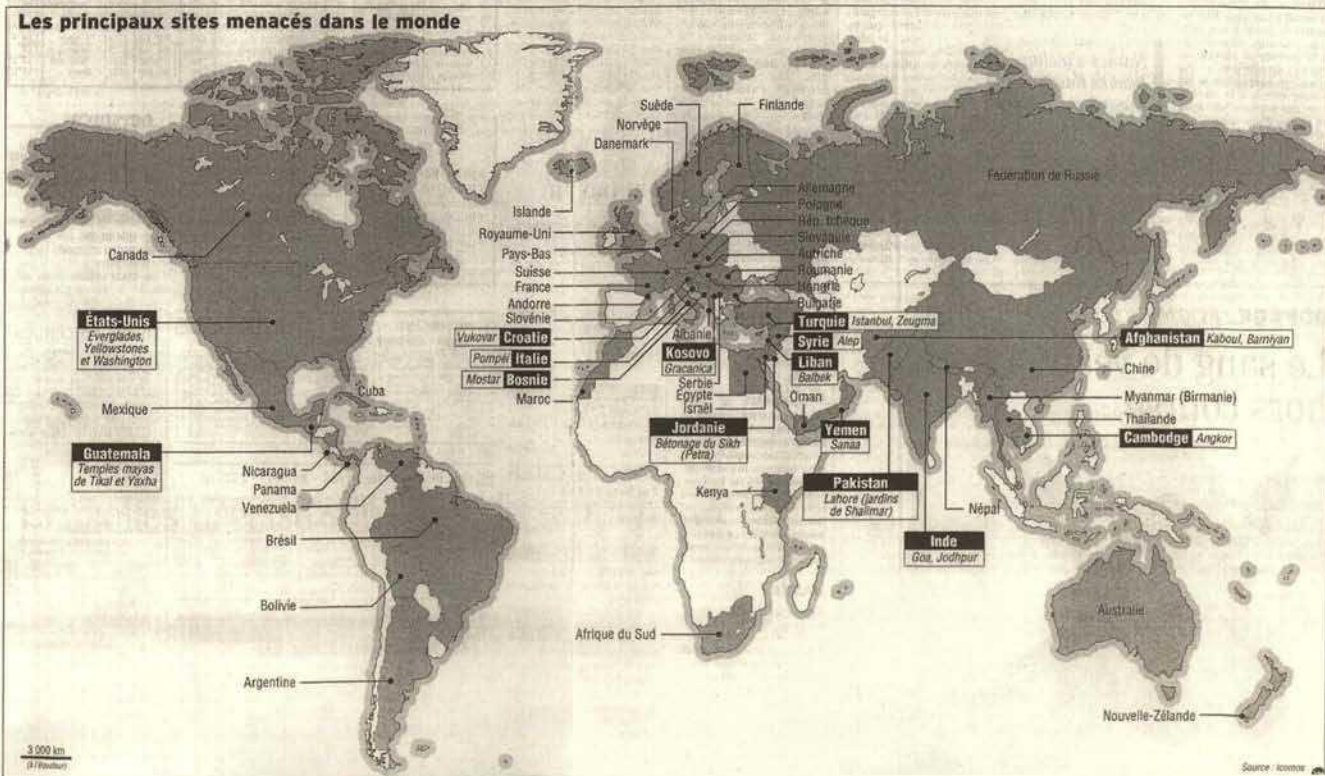
exemples méconnus à la centaine de monuments en danger identifiés périodiquement par le World Monument Fund. «Il n'existe rien de semblable dans le monde», dit fièrement M. Bumbaru.

Le rapport canadien propose cinq études de cas: les sites historiques de Fort Prince of Wales au Manitoba et de Claybank Brick Plant en Saskatchewan, les totems d'Anthony Island dans l'Ouest, le patrimoine religieux du Québec et le mont Royal. A chaque occasion, le document décrit le problème, identifie les risques et analyse les solutions réelles ou potentielles.

La synthèse révèle des «tendances, menaces et risques» à l'échelle planétaire. Le désengagement croissant de l'Etat et l'insuffisance des ressources figurent parmi les «tendances lourdes qui affectent le patrimoine». Parmi les risques «liés au développement», le rapport cite le «tourisme incontrôlé» et les grands projets industriels mais énumère aussi des risques directs naturels (tremblements de terre, inondations, etc.) et d'autres découlant de «comportement collectifs et sociaux» (fanatisme, vandalisme, guerre, consumérisme ou démographie). Le document identifie aussi certaines catégories de biens et de lieux patrimoniaux plus vulnérables qui demanderaient une «attention particulière»: le patrimoine religieux, les palais, manoirs et résidences, les ensembles urbains, le patrimoine industriel, les paysages culturels, les sites archéologiques et même les objets et documents appartenant aux lieux patrimoniaux.

Culture

PATRIMOINE MONDIAL *Cri d'alarme des principales organisations internationales*



La mémoire en péril dans 60 pays

Anno-Marie Romero

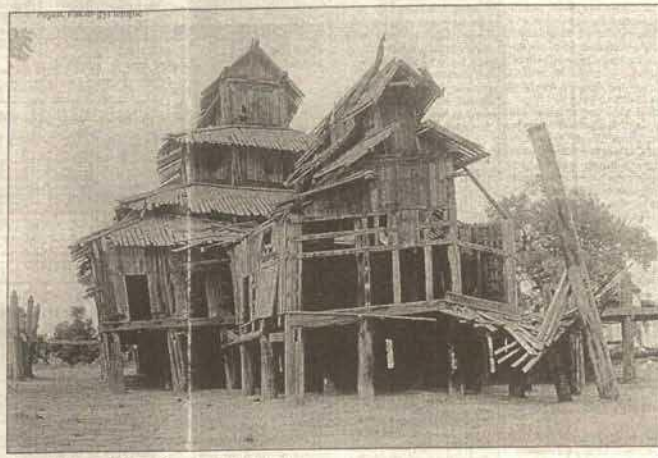
Tel le zénith des Danaïdes, la conservation du patrimoine mondial régresse d'un côté, à mesure que de nouvelles projections sont prises de l'autre. Réuni, ces derniers jours, à Catras (Autriche), le Comité ad hoc de l'Unesco vient en effet de porter à 691 sites son tableau d'honneur mondial, mais il a simultanément rajouté trois noms à une liste moins glorieuse, celle du patrimoine en péril - la ville de Zabid, au Yémen, le parc national des oi-

prolifération d'une foule d'espaces dont on ne peut envisager l'expansion. Ces trois sites rejoignent bon nombre de parcs naturels d'Éthiopie, Guinée, Côte d'Ivoire, Niger, Ouganda, République centrafricaine, Congo, les palais royaux d'Obompi, au Bénin, la ville de Tombouctou, au Mali, les malheureux temples d'Angkor, au Cambodge, victimes éternelles de tous les maux, les sites archéologiques du Pérou, dont celui de Chan Chan, toujours la proie des « haussiers », et - plus surprenant - les grottes des Everglades et de Yelkowitz, aux États-Unis, en plein dégradation.

La France est épinglée, pour l'« abandon de son patrimoine rural et la méconnaissance de celui du XX^e siècle »

seaux du Djoud, au Sénégal, et le fort et les jardins de Shahjahan, à Lahore (Pakistan) - portant à 30 le nombre des sites gravement menacés dans le monde. A Zabid, ancienne capitale yéménite au XIII^e siècle, 40 % des maisons sont désormais remplées par des habitations de béton. A Lahore, le fort et les jardins de Shahjahan, témoignages raffinés de la brillante civilisation moghole, ont été partiellement détruits, tant dernier, pour élargir une route. Quant au parc des oiseaux du Djoud, sanctuaire vital pour le pélican blanc et le héron pourpre, il est menacé par la

L'appel de l'Unesco n'est pas isolé. Il y a juste dix ans, le World Monuments Fund, une organisation privée créée en 1965 par un officier américain en retraite, s'alarmait du sort de « 100 monuments en danger de mort », et non des milliers : Pompéï, la Vallée des Rois (Égypte) et Teotihuacan (Mexique), compris dans le rapport mondial sur le patrimoine en péril, un document à la fois moins spectaculaire et plus dramatique que les annonces de l'Unesco : 240 pages de texte serré et de photos en noir et blanc, pour dénoncer cinquante pays - dont la France - qui ne respectent pas leur « héritage ».



Le temple Pagan-gy4 à Pagan, Birmanie. (Photo V. Malmgren)

rapport mondial sur le patrimoine en péril, un document à la fois moins spectaculaire et plus dramatique que les annonces de l'Unesco : 240 pages de texte serré et de photos en noir et blanc, pour dénoncer cinquante pays - dont la France - qui ne respectent pas leur « héritage ».

En 6 000 membres, regroupés en 197 comités nationaux et sillonnés le globe pour dresser la liste des maîtres qui fragilent le patrimoine - catastrophes naturelles, bien sûr, conflits armés, pollution, démographie et urbanisation galopantes, manque de volonté politique des pays, spéculation, trop d'habitants, qui désertent les lieux, pillage de sites archéologiques pour alimenter le trafic international d'objets d'art.

Mais l'Icomos en veut surtout au tourisme. « L'industrie touristique », écrit son président, le professeur Michael Petzel, « représente désormais, avec ses milliards de chiffres d'affaires, le premier secteur économique de l'échelle planétaire. Elle empêche le patrimoine culturel par une utilisation abusive, parfois destructrice (certains tombeaux égyptiens, par exemple), mais n'apporte en

retour aucune contribution financière notable à sa protection ». En première ligne de ces critiques : l'Égypte et l'Italie. L'Icomos leur reproche d'être prêts à tous les accommodements avec la démolition de la Charte de Venise pour multiplier encore le nombre des touristes. Mais la France aussi est épinglée, non seulement pour l'abandon de son patri-

rimoine rural et la méconnaissance de celui du XX^e siècle », mais pour la fréquentation excessive de certains « fleurons de son histoire » et « l'absence de capacité et de compétence de la majorité des intervenants ».

Parmi les pays riches qui négligent ou méprisent leur héritage historique, on note encore la Nouvelle-Zélande, qui fait passer des autoroutes sur les sites maoris, l'Afrique du Sud, qui laisse envahir de cars de touristes les sites sacrés des Bushmen, le Luxembourg, qui répète « manque de connaissance et besoin croissant d'investissement », et les États-Unis, où le « faciès de Washington au décor de théâtre ».

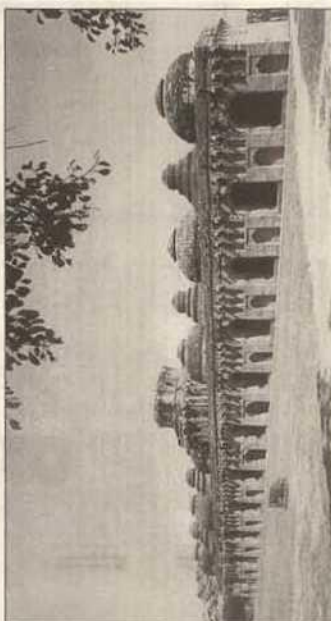
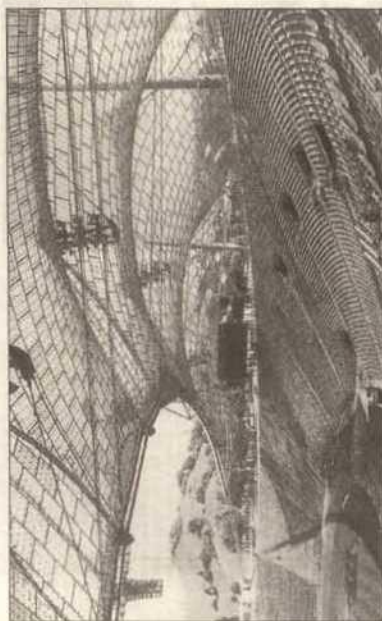
On ne s'attend guère, non plus, à voir mis au pilori l'Autriche, jadis exemplaire, qui délaisse son architecture rurale, le Canada et l'Allemagne où les administrations fédérales et provinciales se renvoient la balle. L'Argentine, qui laisse périr son patrimoine urbain du XIX^e siècle, à cause de « l'absence des institutions qui en sont chargées ».

On ne s'attend pas, non plus, de la désobéissance du patrimoine dans les pays pauvres : les gravures rupestres de Samaipata, au Bolivie, les temples mayas du Guatemala, les merveilleuses villes indiennes de Jodhpur, Goa, Ajanta, à l'Indonésie, le patrimoine baroque de la région de Puebla (Mexique), gravement endommagé par le tremblement de terre de juin 1985, et l'irréversible disparition des maisons de bois de Pagan, en Birmanie.

Parmi les pays autoritaires et les ex-dictateurs, enfin, figurent la Chine qui a sauvagement rayé de la carte des villes et des villages entiers pour les remplacer par des immeubles de béton, la République tchèque et la Slovaquie, où la spéculation et l'ignorance perturbent aujourd'hui toutes les destructions, la Roumanie trop pauvre pour agir sur un énorme patrimoine, la Slovénie où les remblais baroques en or des églises sont systématiquement volés, ou les pays arabes, comme Oman, qui sacrifie son passé au profit d'un modernisme luxueux et navrant de banalité.

La Yougoslavie, outre les

arts

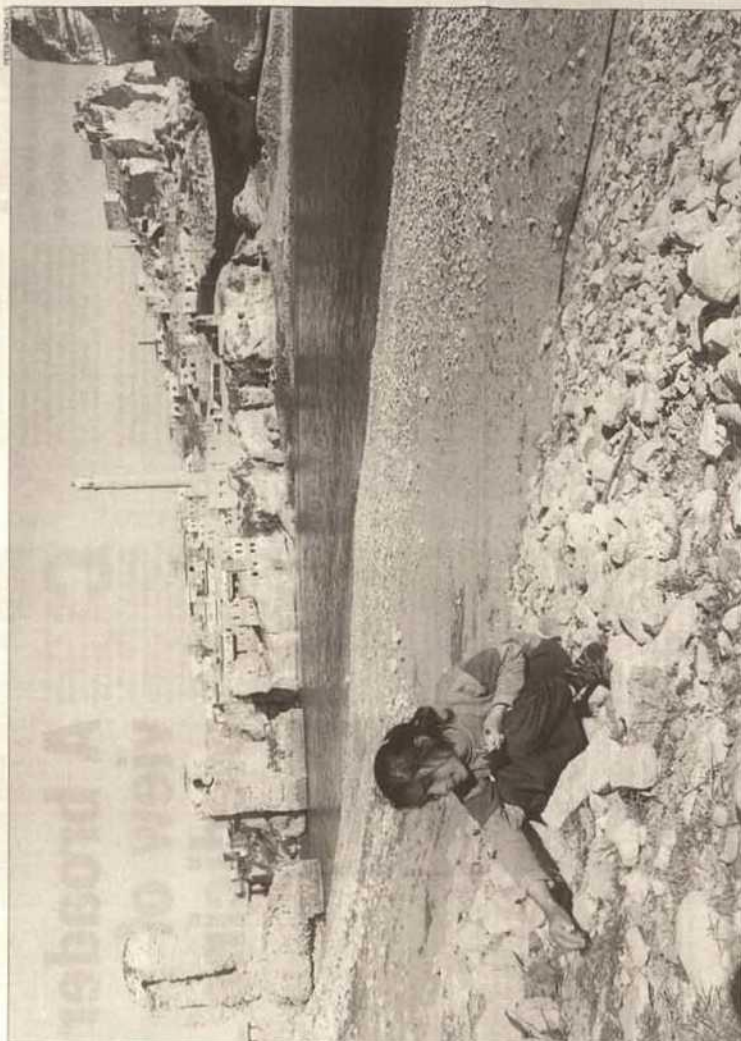


War and natural disasters have taken a devastating toll in the past 20 years

concerning the historic town of Qashqabul, one of the world heritage sites in the world heritage list. In the past 20 years, the town has suffered a devastating toll in the past 20 years.

War and natural disasters have taken a devastating toll in the past 20 years. In the past 20 years, the town has suffered a devastating toll in the past 20 years.

On Athlone Island, off the west coast of Ireland, the remains of a 13th-century castle are under a major threat. The castle was built in 1230 and is one of the best-preserved remains of the castle.



Under threat (clockwise from above) Hanatayir in Turkey, due to sinkhole under a dam project; the Munich Olympic Stadium, facing redevelopment; ancient villages in Hamak, India, at risk from a bridge scheme

A heritage turned to dust

ARCHITECTURE
The world risks losing some of its finest buildings, says **Marcus Binney**

It is anyone's guess as to the extent of the threat to the architectural heritage of the world. A newly published list of 1,000 sites at risk from natural disasters and war makes depressing reading. Its diverse contents include: 100 houses in Iceland, wooden temples in Pakistan and the 1972 Olympic Stadium in Munich.

The list is the work of the International Council on Monuments and Sites. It is based principally on reports from outside organisations and their own surveys from the recently official to the recently cancelled. Most of the sites are in the Americas and the Pacific.

In the open landscape of the island of Chiriquí, hundreds of traditional wooden farms and barns stand empty as cattle farming declines. In Bolivia, a newly published list of 1,000 sites at risk from natural disasters and war makes depressing reading.

The city's four splendid railway stations are having a radical makeover with no regard for preservation. The Munich Olympic Stadium, facing redevelopment, is threatened by a bridge scheme.

prospect of revitalisation. Experts are looking for a site to move the 1st century Temple of Zhong Yi, which will disappear in 2003 when the water level rises. The temple will be moved to a site adjacent to the river. The temple is in a state of decay and is likely to respond in the usual way: paying hefty fees to experts from their own countries to visit, to report, or to carry out work. A more urgent need is to employ local workers to carry out the work.

A healthy sign is the growing role of independent NGOs and voluntary organisations. ICOMOS and UNESCO have published a catalogue by the Washington-based World Monuments Fund, which every two years issues a list of 100 sites in need of urgent attention.

Another organisation, with an emphasis on the 19th century, is the American Society for the Preservation of the American Revolution, which has carried out rescue work all over the historic world. In Zanabazar, State Town the team changed the quality of the stone used in the reconstruction of the main work of severe damage to the British in the 19th century could be repaired and replaced.

The report, which is the first of its kind, will be published in the next few months. It will be the first of its kind, which will be published in the next few months.

British Columbia, the historic village of the Hudson's Bay Company, is one of the world heritage sites in the world heritage list. In the past 20 years, the town has suffered a devastating toll in the past 20 years.

In Turkey, the important medieval site at Hanatayir will be threatened despite its status as a World Heritage site. The site is in a state of decay and is likely to respond in the usual way: paying hefty fees to experts from their own countries to visit, to report, or to carry out work.

On Athlone Island, off the west coast of Ireland, the remains of a 13th-century castle are under a major threat. The castle was built in 1230 and is one of the best-preserved remains of the castle.

The castle was built in 1230 and is one of the best-preserved remains of the castle. The castle was built in 1230 and is one of the best-preserved remains of the castle.

The castle was built in 1230 and is one of the best-preserved remains of the castle. The castle was built in 1230 and is one of the best-preserved remains of the castle.

6 SECCIONES

68 PAGINAS

PERIÓDICO DE LA HERMANDAD N.º 34
Año 132. Número 48.438. Precio \$ 1,20.
Recargo por envío al interior \$ 0,30.
Con Corriere della Sera \$ 0,20.

LA NACION

www.lanacion.com.ar
Tel. 4319-1000
El tiempo hoy: mayormente
despejado. Máx. 20°. Mín. 17°.
Más información en la Pág. 20,
sección 2a.

Buenos Aires, jueves 1º de febrero de 2001

Mejor contexto internacional

Favorece al país una nueva baja de tasas en EE.UU.

Edificios y sitios en peligro

Alarma por el estado del patrimonio cultural

• Según un documento del Consejo Internacional de Monumentos, es el más deteriorado de América latina • Y lo atribuye a la ineficiencia, falta de transparencia y politización

Por **Alicia de Artega**
De la Redacción de LA NACION

Un paper firmado por Lacio García del Solar, embajador argentino ante la Unesco, con base en París, que circula por los pasillos del Palacio San Martín, erizó el ánimo de quienes se preocupan por el patrimonio en el país. El trabajo, que toma como base el informe Heritage at Risk (Patrimonio en peligro) elaborado por el Consejo Internacional de Monumentos y Sitios (Icomos), es sumamente crítico respecto del estado del patrimonio cultural del país.

"El capítulo sobre la situación de la Argentina -dice García del Solar- es uno de los más largos y críticos. Comienza por considerarla a la misma como la peor de América latina."

El paper agrega que los edificios y sitios más valiosos del país, especialmente de Buenos Aires, "presentan un alto riesgo de perder su integridad y su autenticidad debido a una serie de razones, entre las que cita la ineficiencia, falta de profesionalismo, politización y manejo por los intereses de las reparticiones oficiales involucradas, así como la ineficiencia y la debi-

Continúa en la Pág. 7, Col. 1



Hernán Caffarone y Fabiana Benvenuto, el matrimonio argentino que murió en el atentado, en una playa de Brasil, en 1988

Nieve de verano



El atentado contra el vuelo de Pan Am en 1988

Lockerbie: doce años después, la condena

• Un tribunal en Holanda dictó la prisión perpetua para uno de los dos libios acusados • El otro fue absuelto • Los familiares de las víctimas argentinas criticaron el fallo

A 12 años de uno de los peores atentados aéreos de la historia, una corte escocesa condenó ayer a prisión perpetua al terrorista libio Abdel Basmat Ali el Megrahi y lo encontró culpable de colocar una bomba en un Boeing 747 de Pan Am que estalló sobre la ciudad de Lockerbie, Escocia, en 1988, causando la muerte de 270 personas.

El fallo, que también incluyó la asociación de otro sospechoso libio, provocó desazón entre los familiares de las víctimas, ya que el único condenado podrá salir en libertad

condicional dentro de 20 años. Entre los pasajeros de aquel fatídico vuelo 103 de Pan Am se encontraban Hernán Caffarone y Fabiana Benvenuto, un joven matrimonio argentino.

Consultada por LA NACION, Graciela Caffarone, madre de Hernán, dijo ayer que "se hizo justicia a medias" y afirmó que se trató de "un fallo políticamente arreglado para dejar contentos a todos".

"Esta justicia a medias no ayuda en nada a mitigar el dolor que sentimos", agregó.

Pág. 11

El patrimonio cultural en peligro, según un informe

Continuación de la Pág. 1, Col. 2

alidad de las ONG interesadas en la conservación histórica".

El informe que motivó el cable de García del Solar -diplomático de extracción radical con una larga trayectoria, además de coleccionista de obras de fuerte acento regional-, es el primer balance orgánico sobre la situación del patrimonio en el mundo. El trabajo analiza la situación del patrimonio de 60 países. La Argentina está incluida y, en nuestro caso, la recomendación es "para que esta alarma de patrimonio en peligro se difunda a la opinión pública".

En realidad, el Icomos ha puesto el grito en el cielo por los casos de descuido en el mundo. De paso, le ha dado un trón de orejas a nuestro embajador en la Unesco por la situación en el país.

El Icomos es una organización no gubernamental, órgano consultivo de la Unesco, en materia de patrimonio cultural mundial. Las recomendaciones del Icomos son de importancia clave en el proceso de inscri-

ción de bienes, como ha sido en el caso de Misiones Jesuíticas de Córdoba.

"El capítulo sobre la situación de la Argentina -dice García del Solar- es uno de los más largos y críticos. Comienza por considerarla como la peor de América latina."

El papel no termina allí. Sigue: "En dura y algo rebuscada analogía destinada a poner de relieve la gravedad de la conservación del patrimonio cultural edilicio de la Argentina, compara la situación de algunos bienes inmuebles que forman parte del valioso acervo cultural del país, con casos límites en el panorama internacional, como el de la violación de los derechos humanos o la degradación del medio ambiente"; es decir, situaciones necesitadas de asistencia internacional.

Los puntos sobre las fes

El informe del Icomos, al enumerar los casos, alude, por ejemplo, a la destrucción (sic) del elevador de granos de bunge & Born y del Banco Español; al "reciclaje abusivo" del

mercado de Abasto, de los subtes y del Banco de Londres, y los proyectos "destructivos" sobre Villa Ocampo, las estaciones de ferrocarril, el Palacio Duhau, el Museo de Ciencias Naturales de La Plata, el Casino y el hotel Provincial de Mar del Plata, y las restauraciones "defectuosas" de la Casa Rosada y la Catedral de La Plata. La lista -siempre citando el cable de García del Solar- finaliza con el intento de inscripción de la ciudad de La Plata en la lista de patrimonio mundial, a la que califica de "fiasco internacional".

Conviene recordar que la ciudad de las diagonales no pudo conformar con los estándares por la grave contaminación visual que padece. Los culpables son los carteles y las marquesinas que proliferan de manera anárquica.

Mientras García del Solar mandaba este comunicado, anticipando el envío del informe completo con copia a la Secretaría de Cultura, el canciller Rodríguez Giavarini planteaba ante su colega francés Vedrine, en el marco imponente del Quai d'Orsay la

posibilidad de que las empresas francesas con fuertes intereses en la Argentina coloquen también sus inversiones del lado del patrimonio para poner en valor la arquitectura que le ha valido a Buenos Aires ser llamada la París de Sudamérica.

Algunos casos

En Buenos Aires sobran ejemplos del tipo de cuestiones que preocupan a los defensores del patrimonio. El alto valor patrimonial de la estación Retiro del ferrocarril Mitre, es uno. Se confirma con lo hecho con el patrimonio ferroviario en París, Budapest, Madrid, Milán, Florencia, Praga, San Pablo, Nueva York y Londres. Entre los varios casos de esta última ciudad se destaca el de "Liverpool Street", que sería la gran solución para Retiro.

Los actuales trabajos de restauración de la estación preocupan a los que miran con los ojos de la cultura y de la identidad. Han desguazado los pisos, boiserías y artefactos de la confitería original. Lamentablemente, se prevé desactivar el valio-

so edificio (madera y hierro) de la estación San Martín. Debería conservarse. Incluso, desmontarlo y rearmarlo en el lugar de la tercera nave, nunca construida, de la Terminal del Mitre.

En cuanto al Palacio Duhau, la Asociación Amigos de la Avenida Alvear, presidida por Patricia Peralta Ramos y Germán Carvajal, resiste el proyecto shopping de lujo impulsado por el Grupo Excel.

Las autoridades nacionales y de la Ciudad, que tienen la responsabilidad de las declaratorias de Monumento Histórico y Área de Protección Histórica para la embajada británica y otros edificios de similares características, no han avanzado para nada en la cuestión.

Tampoco han producido novedades en el caso de la embajada de los Estados Unidos. Esto sucede dos años y medio después de haberse gestionado el pedido por parte de las autoridades norteamericanas, ante la Comisión Nacional de Museos y la de Monumentos y Lugares Históricos.

Notas

LA NACION / Página 17

Nuestro patrimonio, en peligro

Por María Sáenz Quesada

Para LA NACION



EN el informe *Patrimonio en peligro*, elaborado por el Consejo Internacional de Monumentos y Sitios (Icomos), sobre la situación en los países miembros de esa entidad, la Argentina fue mal calificada. Dicho informe tuvo la virtud de conmover a sectores más amplios que los habitualmente interesados en estas cuestiones. La imagen del país en el exterior inquieta más a los altos funcionarios que las opiniones, las quejas o las propuestas de la propia ciudadanía. La tendencia viene de antaño y forma parte de las tradiciones, en este caso negativas, que convendría revisar.

El narcisismo argentino, esa suerte de conciencia de superioridad siempre a un paso de convertirse en complejo de inferioridad, suponía no hace tanto que la República Argentina era el más europeo de los países del continente. La capital, nuestra "cabeza de Goliath", merecía el calificativo de la "Paris de Sudamérica". De ahí la pregunta insistente formulada a los viajeros: "¿Qué le parece a usted Buenos Aires?", con la expectativa de recibir un comentario admirativo. Ya en el comienzo del siglo XXI, ese mismo narcisismo supone que estamos incorporados al sector VIP de las naciones desarrolladas. De ahí el disgusto con

Falta voluntad de observar los avances que otros han hecho en la preservación de la herencia cultural

que se recibieron las noticias emanadas del Icomos, precisamente desde su sede central en la capital de Francia.

Quizás a causa de ese alto concepto de nosotros mismos, falta la voluntad de mirar a nuestro alrededor y de observar los avances que otros han realizado en materia de patrimonio cultural. En efecto, desde 1945, gracias a los esfuerzos centrados en la Unesco, el tema se ha encarado desde una perspectiva que considera los valores estéticos, artísticos, científicos, históricos o arqueológicos, entre otros, que contienen distintos sitios naturales, obras de arquitectura, de arte, documentos, libros, artesanías, y también su íntima relación con la identidad de los pueblos y el derecho de estos a acceder a tales bienes.

Este impulso renovador llegó a fines de los años 80 a América Latina, donde, con excepción de México, era notable el descuido en materia de preservación del patrimonio cultural. Pronto se vieron los resultados de las nuevas tendencias en La Habana vieja; en el barrio de La Candelaria, de Bogotá; en la ciudad caribeña de Coro, en Venezuela, cuyo excepcional conjunto de edificios históricos de los siglos XVII y XVIII fue declarado patrimonio histórico de la humanidad en 1993 y tres años después se encontraba restaurado. La Colonia del Sacramento, en el Uruguay, constituye un ejemplo valioso de la voluntad de recuperar la memoria del pueblo oriental en su doble pertenencia hispana y portuguesa.

En el Brasil, las ciudades de Ouro Preto, Olinda, Recife, Paraty y Bahía se encuentran en unos ca-

los bien preservadas y en otros en vías de restauración. Pero incluso en aquellas megaciudades donde hasta hace poco solo se hablaba de lo nuevo, como es el caso de Río de Janeiro, se han emprendido numerosas acciones con la intención de recuperar, entre otros bienes culturales, la calidad del espacio público. En zonas deterioradas del antiguo centro de Río, víctimas de la pobreza, la prostitución y la inseguridad, la restauración de teatros, casas y plazas contribuye a mejorar la calidad de vida de los habitantes pobres. Y es la secretaria de Cultura, y no la de Planeamiento Urbano, la que decide qué actividad promover o qué demolición impedir.

Esfuerzos y logros

Las malas calificaciones, como las obtenidas por la Argentina en el informe del Icomos, no se revierten de un día para el otro. Por cierto, no es conveniente dejar el tema librado a querrelas de funcionarios. Corresponde en cambio tener presentes los logros alcanzados, pero también las improvisaciones, los fracasos, los errores,

los horrores y los intereses en juego que afectan a bienes que no son renovables.

En diciembre pasado, la manzana de la Universidad de Córdoba y las estancias jesuíticas de esa provincia fueron incorporadas al patrimonio de la humanidad. Esto significa un reconocimiento a largos y sostenidos esfuerzos gubernamentales, y un espaldarazo para quienes procuran lograr esa calificación para otros conjuntos de valor artístico o natural. En esa misma provincia, se destacan mejoras en el tratamiento de bienes colectivos, como es el caso de la cañada del Río Primero, embellecida y hasta repoblada con patos, como los que nadan en el Tamesis o en el Sena. Las obras se hicieron entre 1990 y 1990. También en Córdoba, y esto por iniciativa privada, las localidades de Yacanto, San Javier y La Población preservan en su renovación el edulcorio los materiales y la artesanías de la zona. Gracias a esa preocupación, el valle de Traslasierra constituye junto con el Camino de las Altas Cumbres un paisaje cultural singularmente atractivo.

En la ciudad de Mendoza, la Subsecretaría de Cultura del gobierno municipal se ha empeñado en recuperar la memoria de una ciudad castigada por los temblores y con un pasado colonial muy pobre. A partir de tareas iniciadas en la década del 80, se crea el Museo del Área Fundacional y se inicia la recuperación de las ruinas de San Francisco. Esta labor se armoniza con la acción de los establecimientos educativos, que tienen, gracias a tales obras, un ejemplo claro ante sus ojos.

En el conurbano bonaerense, es digna de elogio y de apoyo la preocupación del municipio de Tigre por preservar lo que lo diferencia y distingue. En cambio, la ciudad de La Plata fracasó en su candidatura a ingresar en la codiciada nómina de la Unesco porque en los últimos cuarenta años, según afirma el informe del Icomos, se verificó una completa desfiguración del paisaje urbano original. El informe censura a las autoridades que propiciaron esa candidatura y que sostuvieron su viabilidad.

Según una reglamentación reciente, en la ciudad de Buenos Ai-

res los temas de patrimonio se han incorporado al programa escolar de ciencias sociales. Pero son pocos los ejemplos concretos que los alumnos podrán estudiar *in situ*, como sería deseable.

La tendencia a dilapidar los recursos culturales no se ha revertido todavía en la orgullosa capital argentina. Hay logros, por supuesto, como el proyecto de restauración de la Avenida de Mayo, desarrollado en los años 90 en un eje urbano característico. Existe asimismo más conciencia en las autoridades de la importancia de cuidar la herencia recibida en materia de espacios verdes. Por su parte, los vecinos de Palermo Viejo ponen singular empeño en rescatar la fisonomía típica de la casa chorizo, fruto de una etapa del crecimiento urbano en que la clase media prosperaba.

Un bien social

Pero por lo general los proyectos oficiales son de corto alcance o su realización se prolonga más de lo esperado, como sucede con la restauración de las casas de Ezcurra, de Elorriaga y de Herrera, dependientes del Museo de la Ciudad. Las obras de Puerto Madero, si bien recuperaron para el uso público el muy popular paseo de la Costanera Sur, arrasaron el silo Bunge y

En general, los proyectos oficiales son de corto alcance o su realización se prolonga más de lo esperado

Born, reconocido internacionalmente por sus valores estéticos y constructivos. En cuanto al predio de la Sociedad Rural, conserva, es cierto, los edificios de la exposición, pero en un escenario cuyo uso ha sido completamente modificado.

La cuestión del patrimonio cultural implica tener en cuenta que este es un bien social que debe ser accesible a la población. Insisto, lo peor que podría ocurrirle a este debate es reducirlo a peleas de funcionarios, los cuales muchas veces tienen buena intención pero tropiezan con la valla de obstáculos acumulados desde hace largo tiempo y con formidables lobbies con acceso a los pasillos oficiales.

Por todo esto la tarea pendiente empieza por admitir con humildad el retraso argentino en relación con otros países de América Latina y trabajar para revertir ese estado de cosas; entender que no se trata de lujos, sino de recursos para el desarrollo y para mejorar la calidad de vida de la población; procurar que el tema se incluya en la agenda del Estado, darle un marco legislativo actual, aplicar las buenas normas existentes, asignarle un presupuesto adecuado; convocar el patrocinio privado y realizar campañas de sensibilización, según recomienda la Unesco. Pero el esfuerzo sería vano si no se lo vincula con la educación, con las industrias culturales y desde luego, con el respeto y el reconocimiento de las múltiples vertientes de nuestra identidad. © LA NACION

María Sáenz Quesada es historiadora, subdirectora de la revista *Tiempo y Historia*. Entre otros libros, escribió *Mariquita Sánchez, vida política y sentimental* (Sudamericana) y *Mujeres de Rosas* (Planeta).



So hat der Große Buddha in Bamian (Afghanistan) noch vor wenigen Tagen ausgesehen. Inzwischen wurde die Figur brutal aus dem Felsen gesprengt. Foto: AP

Die blinden Augen des Bildersturms

Afghanistan ist nur ein Beispiel: Im ersten Weltreport über gefährdete Kunstdenkmale tauchen auch München und Salzburg auf

Die Nachrichten-Agenturen melden das Endgültige: Taliban-Milizen haben die monumentalen Buddha-Statuen in Afghanistan aus der Felswand gesprengt. Der Befehl, alle vorislamischen Kulturzeugnisse zu schleifen, hat den Bildersturm legitimiert. Zu Füßen des Lächelnden Buddhas hatten die Kriegsherren ein Waffenarsenal eingerichtet – Munition für die finale Vernichtung. Nach diesem fanatischen Angriff sind nun auch die anderen Denkmale persischer, griechischer und buddhistischer Kultur in Afghanistan aufs höchste gefährdet.

So wie Amnesty International die Öffentlichkeit jedes Jahr mit einem Register des Grauens konfrontiert und damit die Einhaltung der Menschenrechte weltweit einklagt, so hat Icomos (*International Council of Monuments and Sites*) jetzt erstmals einen Weltreport über die Gefährdungen des kulturellen Erbes veröffentlicht. Darin dokumentieren die Denkmalschützer der Unesco auch die Verletzungen der 1954 verabschiedeten Konvention zum Schutz von Denkmalen während Kriegen.

Eine ausführliche Untersuchung der Schäden in Bosnien zeigt, dass auch dort die Zerstörung des kulturellen Erbes ein Teil der religiösen und ethnischen Kriegsführung war: 200 Moscheen wurden zerstört oder beschädigt, viele davon sind ohne Granaten oder Raketen einschlag von innen ausgebrannt; von 500 albanischen Geschlechtertürmen, den sogenannten Kullas, sind mehr als 90 Prozent zerstört; die Altstädte von Pec, Djakovica und Vucitrn wurden schwer verwüstet. Da beim schnellen Wiederaufbau notwendigerweise andere Prioritäten als die Wahrung örtlicher Bautraditionen gelten, verlieren viele Orte auf Dauer ihr Ge-

sicht und ihre Geschichte. Aus diesem Grund empfinden es die Denkmalschützer der Unesco wie einen Durchbruch, dass der Internationale Strafgerichtshof jetzt die Zerstörung der Altstadt von Dubrovnik durch die jugoslawische Armee 1991 auf die Liste der Kriegsverbrechen gesetzt hat. Zum ersten Mal seit den Kriegsverbrecherprozessen nach dem Zweiten Weltkrieg werden damit Angriffe auf Kulturgüter von einem internationalen Gericht verfolgt.

Das Nationalkomitee der Türkei klagt vor allem über die Zerstörungen, die durch die großen staatlichen Staudammprojekte zu erwarten sind. Acht Jahre Aufschub sind zu wenig, um die fälligen Ausgrabungen, Dokumentationen und Translozierungen vorzunehmen. Dabei wird der Sinn von Translozierungen ohnehin angezweifelt: Isolierte Einzeldenkmale verlieren dabei ihren städtebaulichen und landschaftlichen Zusammenhang. Ihre Würde wird zerstört. So ist die mittelalterliche Felsenstadt Hasankeyf dem Untergang geweiht, wenn der Ilisudamm am Tigris gebaut werden sollte. Unterdessen beteuern die Chinesen, dass sie alle archäologischen Funde rechtzeitig bergen und die wichtigsten Denkmale versetzen können, bevor das aufgestaute Wasser des Jangtsiekiang sie verschlingt.

Immer wieder werden im ersten Icomos-Krisen-Report die rücksichtslosen Erneuerungsprozesse beklagt, denen Altstädte und traditionelle ländliche Architekturen zum Opfer fallen. Aus Oman wird von regelrechten Geisterstädten berichtet. Die ehemaligen Bewohner ziehen es vor, in naheliegenden Neubausiedlungen zu leben. Antiquitätenhändler demontieren Holztüren und Fenster.

Wie ein roter Faden ziehen sich Meldungen über Raubgrabungen und Plünderungen durch die Länderberichte. Die 230 Quadratkilometer große Anlage von Angkor Wat – eingetragenem Weltkulturerbe seit 1992 – fungiert seit langem als Steinbruch des Kunsthandels. Aber auch Italien ist nach wie vor ein Eldorado für Kunstdiebe.

Das Kapitel Italien zählt überhaupt zu den schockierendsten im gesamten Weltreport. Bezeichnenderweise sah sich das nationale Icomos-Komitee Italiens außer Stande, in der Vorbereitungszeit einen eigenen umfassenden Bericht vorzulegen. Die Kritik der Kollegen ist um so deutlicher: Lob zwar für restauratorische Leistungen an Meisterwerken, Klage aber über die mangelnde Sicherung und den schleppenden Wiederaufbau erdbebengeschädigter Städte und Dörfer in Umbrien; allgemeine Sorge über den erschreckenden Verfall alter Städte und Dörfer. Geradezu vernichtend ist das Urteil über den Zustand des Welterbes Pompeji: Durch falsche Sicherungsmaßnahmen, undichte Dächer, eingestürzte Betondecken und rostendes Tragwerk sind weltberühmte Wandmalereien Wind und Wetter ausgesetzt. Salze, Moose, Flechten und Ranken zersetzen die Bilder und Fußboden-Mosaik. Die Fotos dokumentieren einen eklatanten Verfallszustand.

Fast alle Icomos-Nationalkomitees beschwerten sich über die verheerenden Auswirkungen des Tourismus. Die prosperierende Reise-Industrie – so der Tenor – beutet Denkmale aus, ohne sich für ihren Erhalt zu engagieren. Es fragt sich, ob Icomos mit seinem Weltbericht den moralischen Druck so weit erhöhen kann, dass zumindest bei einigen Marktführern ein Umdenkprozess stattfindet.

Wie leicht selbst mitten in Europa Politiker ihre kulturellen Verpflichtungen vergessen, wenn es um Populistisches wie die Belange des Fußballs geht, zeigten in den letzten Monaten die Auseinandersetzungen um die Stadion-Planungen in München und Salzburg. In Salzburg betreibt der Landeshauptmann trotz internationaler Proteste weiterhin rücksichtslos den Bau eines Fußballstadions direkt vor der Toreinfahrt des Barockschlosses Klessheim. In München konnte die Zerstörung des Olympiastadions wenigstens fürs erste abgewendet werden.

Dennoch findet sich noch Einiges auf der Liste, die das deutsche Nationalkomitee für den Report „Heritage @ Risk“ angefertigt hat. Sorgenkinder sind beispielsweise die Dorfkirchen in den neuen Bundesländern, die archäologischen Grabungsstätten entlang der ICE-Strecke, die Kulturlandschaft zu Füßen von Neuschwanstein und die Völklinger Hütte. Welterbe seit 1986. Bagatellen, angesichts der Katastrophen weltweit? Oder Mosaiksteinchen zu einem düsteren Bild allgemeiner kultureller Ignoranz?

Die „Taskforce“, zu der sich die Icomos-Präsidenten des kanadischen, australischen und deutschen Nationalkomitees zusammengeschlossen haben, wird sich trotz der offensiven Namensgebung nicht wie Greenpeace-Aktivistinnen vor Bulldozer stellen. Moralische Appelle und die Veröffentlichung der Missstände sind die einzigen Druckmittel. Der Denkmalschutzrat Icomos hat kein Geld, um Hilfsmaßnahmen für akut gefährdete Denkmale in die Wege zu leiten. Der Appell an die Taliban, den Bildersturm zu stoppen, hat nur noch einmal die Hilfslosigkeit der internationalen Kulturorganisationen gezeigt. IRA MAZZONI

Most recent cause for concern: destruction of an 18th century Ottoman Castle (Al Jihad) near Mecca.

THE WALL STREET JOURNAL EUROPE | Thursday, January 10, 2002 ^{1AM}

Saudi Plans to Destroy Fort Cause Outrage in Turkey

Policy Toward Monuments Highlights Kingdom's Stance on Islam

Castle to Make Way for Trade Center, Hotel and Residences for Muslim Pilgrims

By JAMES M. DORSEY
SPECIAL TO THE WALL STREET JOURNAL EUROPE

JIDDA, Saudi Arabia — A row between Muslim nations Turkey and Saudi Arabia over Saudi plans to destroy an 18th century Ottoman castle in the holy city of Mecca is refocusing attention on the kingdom's puritan interpretation of Islam.

Saudi authorities reportedly intend to demolish the Al Ajyad Castle, built in 1780 by Ottoman rulers, to allow for the construction of a trade center, hotel and residential towers to accommodate Muslim pilgrims. Other culturally sensitive buildings have already been destroyed in Saudi holy cities.

Saudi analysts and architects say the dismantling of the 23,000-square-meter Al Ajyad fortress, which overlooks Mecca's Grand Mosque, is part of a policy to destroy monuments from the period of early Islam to prevent them from becoming places of pilgrimage. Saudi government officials couldn't be reached for comment, but an unnamed foreign ministry official defended tearing down the castle in a domestic newspaper.

The move sparked outrage in Turkey, which, led by Mustafa Kemal Ataturk, arose in its modern form in 1923 from the ashes of the Ottoman Empire. Turkish Culture Minister Istemihan Talay lodged a complaint with the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, the agency responsible for the preservation of cultural relics. In the complaint, Mr. Talay compared the plan to tear down the castle with the Taliban's destruction last year of two giant historic statues of Buddha in Afghanistan. The Al Ajyad fortress isn't on Unesco's World Heritage List of protected monuments.

"This is a crime against humanity, and Unesco should expose this disgraceful and ugly destruction and cultural massacre," Mr. Talay said.

Mr. Talay said Turkey was demanding that Saudi Arabia reconstruct the castle, believed to have been partly destroyed last week. He said the demolition activity violated a pledge given by Saudi Arabia last year not to raze the monument.

"Cultural heritage in every country is public property irrespective of what its origin is or the period in which it was built," he said. "Cultural heritage has to be protected." The Arabic-language Saudi newspaper Okaz, which often reflects government views, defended Wednesday the dismantling of the castle, arguing that it wasn't a vital Islamic monument. The paper said the castle could be rebuilt and incorporated into the hotel development.

Okaz quoted an unidentified foreign

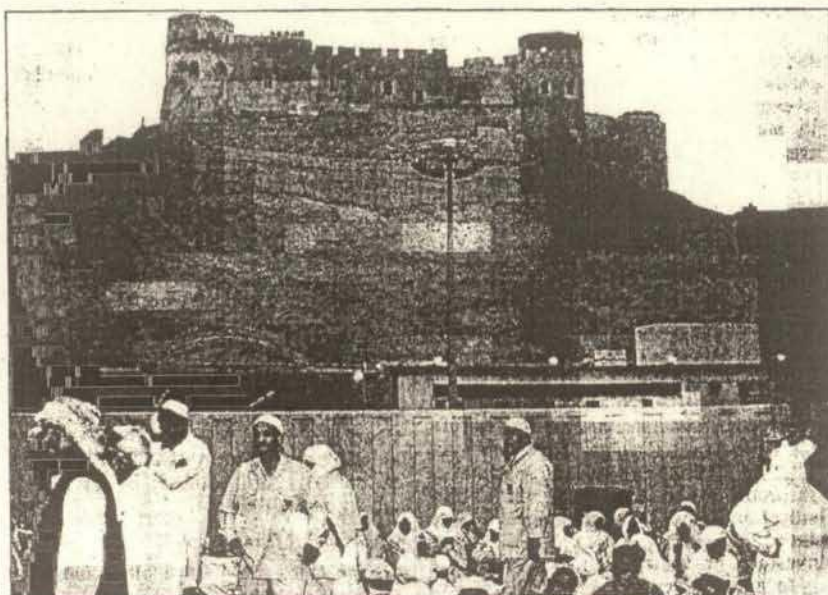


Photo: dpa

This file picture shows Muslim pilgrims sitting under an Ottoman fortress overlooking the Grand Mosque in Mecca. Saudi authorities plan to demolished the fortress, to build residential towers and a five-star hotel, provoking anger in Turkey.

ministry official as saying that the castle wasn't a holy site and that the Saudi government could tear it down if it wished.

Reflecting a widely held Saudi view of Turkey, Okaz stated in its article that "Turkey is the last country to talk about preserving Islamic or human heritage because Turkey did not hesitate to erase its history (and) . . . became a country with no identity." Okaz was referring to the replacement of Islam with a secular system by Ataturk.

People close to the \$120 million (€134.4 million) project said the dismantling of the castle had been halted and that the government was looking at integrating the monument into the project. The people said the government is revisiting the project, awarded to Saudi Oger Ltd. and the Bin Ladin Group, the winner of many construction contacts involving the holy sites in Saudi Arabia, following protests from residents of Mecca.

The castle "means a lot to us. We were used to seeing it standing there for a long time. It reminds us of our history," the Jidda-based Arab News quoted a resident of Mecca, which is off-limits to non-Muslims, as saying.

The Saudi government has embarked on plans to demolish other sites of early Islam. Four of seven early-period mosques in Med-

ina, which also is off-limits to non-Muslims, are believed to have already been demolished.

But local residents said they were seeing signs that the government may be bowing to pressure not to continue with the project. "There are no signs of bulldozers near the sites anymore. There appears to have been some kind of pressure," said a Medina resident reached by telephone, who asked not to be identified.

Analysts and architects said Saudi authorities in recent years had covered Bir al Khatem, a well where the Prophet Muhammad is said to have dropped a ring, with cement, and turned Uhud, the site of a major battle in Islamic history, which is near Medina, into a parking lot.

Saudi historians said the destruction of monuments from the period of early Islam had begun shortly before the establishment of the kingdom in 1932 with the 1928 demolition of the house of Khadija, the wife of the Prophet Mohammed, but had gathered pace in recent years. They said the campaign threatened to drive a wedge between Saudi Arabia and the Islamic world.

"The whole Islamic world is on one side and the hard-line Saudi Wahabis are on the other side," said one historian referring to the dominant Muslim sect in Saudi Arabia.